

CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIÉS – AFRIQUE DE L’OUEST

CADRE DE REDEVABILITE HUMANITAIRE ¹

Janvier 2012

Programme régional

Le Conseil Danois pour les Réfugiés est présent au sud ouest du Libéria depuis 1998. À partir de 2006, DRC a entrepris une stratégie régionale axée sur la dynamique de déplacement suite aux conflits en Afrique de l’Ouest. Dans le but de renforcer les capacités de protection pour les populations déplacées ainsi que d’œuvrer pour les solutions durables après leur retour, DRC s’efforce d’être présent dans les zones et communautés de provenance des réfugiés, ainsi que dans les communautés et zones hôtes qui ont accueilli les réfugiés et les déplacés internes. Actuellement, DRC réalise un programme régional ciblé sur les zones frontalières entre Libéria, Côte d’Ivoire et Guinée Forestière, qui inclut la protection et les interventions d’urgence, ainsi que la réhabilitation et relèvement précoce. Dans les trois années suivantes, DRC continuera des focaliser sur les trois zones indiquées, car elles sont particulièrement sujettes aux déplacements et violations des droits liées aux conflits provoqués par la compétition autour des ressources et les tensions interethniques.

DRC en Afrique de l’Ouest travaille dans 6 secteurs principaux : Sécurité alimentaire & réhabilitation et développement agricoles (SARDA) ; Eau, Assainissement et & Hygiène (EAH - WASH) ; Génération de revenus (GR) ; Prévention des conflits, résolution des conflits et Cohésion sociale (3C) ; Réhabilitation de l’infrastructure (RI) et la Gestion et coordination des camps (CCCM).

Objectifs, partenaires et parties prenantes

En Afrique de l’Ouest l’objectif stratégique global de DRC est de contribuer à la protection et la recherche des solutions durables pour les populations affectées par les conflits en Afrique de l’Ouest sur la base des principes humanitaires et des droits fondamentaux. Le DRC retient trois objectifs stratégiques spécifiques:

1. Assistance essentielle de survie apportée et souffrances immédiates soulagées pour les populations affectées par les conflits dans la zone d’opération du DRC, conformément aux normes et standards humanitaires applicables
2. Les avoirs relatifs aux moyens d’existence, les capacités, les possibilités et la résilience des populations affectées par les crises dans la zone d’opération du DRC sont renforcés sur la base de leurs propres ressources et capacités
3. Les capacités institutionnelles et organisationnelles locales capables de promouvoir un mode de gouvernance démocratique, redevable et transparent, propices au règlement pacifique des conflits et à la prestation des services sociaux, sont renforcées

Les parties prenantes principales de DRC en Afrique de l’Ouest sont les bénéficiaires des activités – les réfugiés, les personnes déplacées internes, les rapatriés/retournés, les apatrides et les populations affectées par les conflits dans les pays d’intervention. Afin d’optimiser l’impact, DRC coopère avec les parties prenantes et partenaires suivants :

Parties prenantes et partenaires régionaux

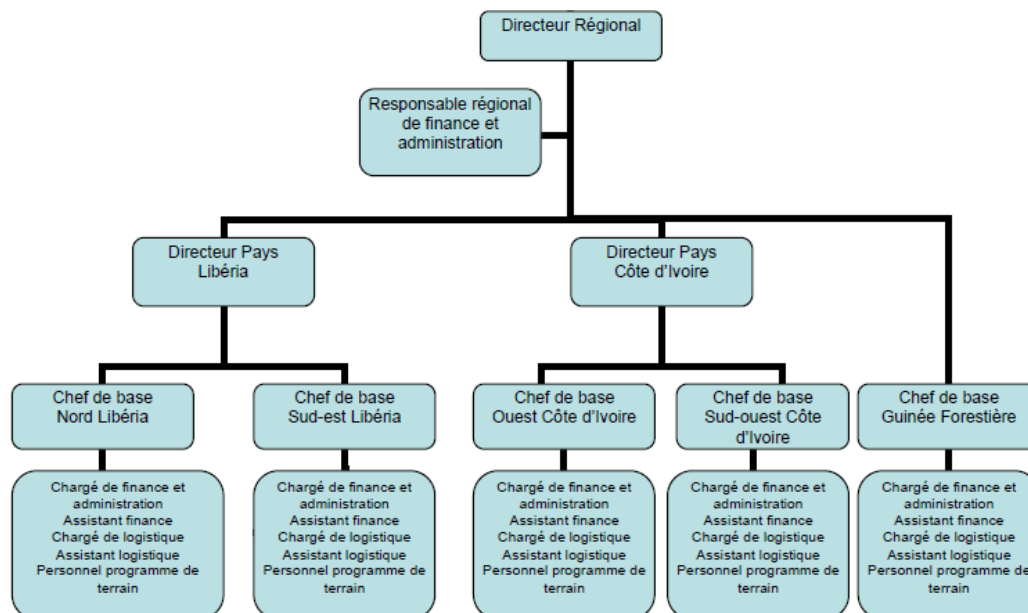
- ECOWAS - Délégations CE – OCHA - Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP) – Réseau africain pour la restauration de la paix (West Africa Network for Peacebuilding) – Réseau africain des organisations non-gouvernementales pour les réfugiés et personnes déplacées internes - West African Non-Governmental Organisations’ Refugees and Internally Displaced Persons Network (WARIPNET)

¹ Ce document doit être lu en conjonction avec le Cadre de redevabilité humanitaire global de DRC, qui prescrit les obligations de la redevabilité humanitaire pour toutes les opérations de DRC. Ce document contient les informations spécifiques sur la mission de DRC en Afrique de l’ouest.

Débiteurs d'obligations au niveau national	Parties prenantes clés - niveau national
Liberia	
- Gouvernement central et local – LRRRC - Ministère de l'agriculture (CARI) - Ministère du genre et du développement - Ministère de la planification et des affaires économiques - Ministère des travaux publics - Ministère de l'éducation - Ministère des affaires étrangères - Ministère de la santé et de la sécurité sociale - Ministère du commerce et de l'industrie - Ministère des affaires internes (AI) - Collectivités et autorités locales - Chefs traditionnels (communauté) - Agents des forces de l'ordre (via Min. AI) - UNICEF	- UNHCR – PNUD – MINUL - Banque Mondiale – FAO – Forum LINGO - Southeast Women's Development Organisation (SEWODA) - REFMAP - Chapitre Liberia – ARCH – Catalyst - Autres ONG
Côte d'Ivoire	
- Services d'aide et d'assistance aux réfugiés et apatrides (SAARA) - Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) - Ministère de la solidarité et des victimes de la guerre - Ministère de la famille, des femmes et des affaires sociales - Ministère de la réconciliation nationale et des relations avec les institutions - Ministère des affaires étrangères - Ministère de l'éducation nationale - Ministère de la justice et des droits de l'homme - Ministère de la reconstruction et de la réinsertion - Police/ forces de l'ordre/ armée - UNICEF	- ONUCI – OCHA – UNHCR – PNUD – UNICEF - FAO - Banque Mondiale - Ligue Ivoirienne pour les Droits de l'Homme (LIDHO) - International Friendship Service (IFS) - Autres ONG
Guinée	
- Commission Nationale pour l'Intégration et le Suivi des Réfugiés (CNISR) - Institut National pour l'Appui au Développement Rural (INADER) - Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile (anciennement Min. de l'Intérieur) - Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage - Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique - Secrétaire d'Etat chargé des TP près du Ministre d'Etat de la Construction, de l'Aménagement du Territoire et du Patrimoine bâti public - Police/ Forces de l'ordre/ armée - UNICEF	- PAM – UNHCR – PNUD – FARDH - Autres ONG - Ministère de l'Enseignement Supérieur et de Recherche Scientifique Centre Universitaire de Nzérékoré, UDECOM

Structure organisationnelle

L'organigramme ci-après illustre la structure actuelle de DRC en Afrique de l'Ouest. La restructuration est en cours en 2012 et l'organigramme peut inclure plus tard les experts sectoriels et une position de suivi et évaluation eu niveau régional.



Standards et codes locaux internes et externes

En outre des instruments, standards et les codes clé qui sont cités dans le document de Cadre global de redevabilité humanitaire de DRC (disponible sur le site web www.drc.dk, le DRC en Afrique de l'Ouest est engagé

par les standards spécifiques prescrits par les différents ministères dans les pays d'intervention Lignes directrices techniques pour la construction par le Ministère des travaux publics au Libéria, codes de travail en Côte d'Ivoire, Guinée et Libéria, standards de l'approche de l'assainissement total piloté par la communauté – ATPC).

Autres principes opérationnels de DRC AO comprennent :

- ✓ Intégration de la dimension de genre et ciblage des femmes – selon l'objectif du programme ;
- ✓ Participation des bénéficiaires
- ✓ Intégration de la consolidation de la paix/cohésion sociale dans TOUTES les interventions ;
- ✓ Préoccupations environnementales, surtout dans les interventions agricoles ;
- ✓ Appropriation par la communauté, par le biais de la participation et de l'utilisation de la méthodologie EPR (évaluation participative rurale) ;
- ✓ Partenariats avec les gouvernements et les institutions locales & les ONG ;
- ✓ Développement des capacités locales ;
- ✓ Plaidoyer auprès des gouvernements et des organes régionaux, particulièrement en ce qui concerne la protection des droits des PDI, des migrants, des apatrides et des femmes ;
- ✓ Complémentarité avec les gouvernements et autres organisations ;
- ✓ Reproductibilité des interventions et apprentissage à travers les programmes ;
- ✓ Principes de l'approche fondée sur les droits (droits de l'homme, autonomisation, participation, non-discrimination, redevabilité)

Comment le DRC établit les rapports avec les bénéficiaires et les parties prenantes

Les bénéficiaires de DRC sont impliqués dans la formulation, exécution et l'évaluation des activités des projets. Afin de renforcer cette implication, fournir les informations pertinentes et assurer un mécanisme des plaintes simple à utiliser, DRC AO entreprend les mesures et activités suivantes, qui sont aussi énumérées dans le Guide Opérationnel de CRH pour le DRC en Afrique de l'Ouest :

Réunions formelles et informelles sont organisées avec les communautés (pendant l'évaluation de base / phase de préparation et pendant l'exécution ainsi que pendant les revues et évaluations) dans le but de communiquer le cadre et l'objectif de l'intervention de DRC et de solliciter les opinions / idées de la part des bénéficiaires ciblés.

Les évaluations des besoins sont faites dans la même manière, suivant le principe de consulter plusieurs groupes séparément (chefs traditionnels, femmes, garçons et filles, hommes, groupes sociaux particuliers ou associations si pertinent).

Simple feuilles d'information sont placés dans les communautés et les informations accessibles sont diffusées par la radio, comme un des médias préférés en Afrique de l'ouest.

Participation des bénéficiaires est sollicitée dès le début, afin de renforcer l'appropriation et la responsabilité communautaire : la communauté choisit ses représentants qui vont s'engager avec le DRC, et la composition de tout groupe des représentants est basée sur la structure de la communauté (ethnie, rôle social, genre, âge, autres aspect de diversité).

La manière principale d'engager avec les communautés est le processus des Plans d'Actions Communautaires ; sur la base de la méthodologie de Planification Rurale Participative, qui mobilise toutes les groupes communautaires et génère les priorités à travers la discussion et le consensus.

Les procédures de gestion des plaintes sont mises en place au début, commençant par une réunion explicative avec les membres de la communauté sur la définition de mécanisme de plaintes, quelles sont les plaintes éligibles, quels sont les droits de bénéficiaires, que doivent-ils recevoir, et les critères de ciblage sont partagés avec la communauté et souvent finalisés avec la contribution de la communauté.

Gestion des plaintes est réglementée dans la section spéciale de Guide Opérationnel de HAP ; cette section explique les principes et les aspects techniques clés de la mise en œuvre et donne des instructions sur le type et fréquence de rapportage sur le processus de gestion des plaintes.

LISTE DES PROJETS EN COURS

Titre du projet:	Programme de stabilisation, réhabilitation et relèvement précoce pour les populations affectées par les conflits en Côte d'Ivoire, Libéria et Guinée, avec focus sur les zones transfrontalières
Domaine d'intervention :	Relèvement des moyens d'existence intégré en milieu communautaire, incluant réhabilitation de l'infrastructure, eau et assainissement, production agricole et génération de revenus, cohésion sociale, protection, VIH/SIDA, VBG, planification communautaire
Bailleur de fonds :	Danida
Objectif :	L'objectif global programmatique : contribuer à la protection et la recherche des solutions durables pour les populations affectées par les conflits en Afrique de l'Ouest sur la base des principes humanitaires et des droits fondamentaux. 1. Assistance d'urgence fournie aux populations affectées par les conflits dans la zone d'opération du DRC 2. Sécurité alimentaire et l'auto-reliance économique ainsi que l'accès aux marchés sont améliorés pour les populations affectées par les conflits dans la zone d'opération du DRC 3. Les capacités des parties prenantes locales sont renforcées dans le domaine de gestion pacifique des conflits, bonne gouvernance et la promotion de la redevabilité dans la zone d'opération du DRC
Bénéficiaires :	36,424 bénéficiaires directes et au plus 75,000 bénéficiaire indirects estimés, dans les 110 communautés dans les zones frontalières entre Libéria, Guinée et Côte d'Ivoire, incluant PDI, réfugiés, rapatriés et communautés d'accueil
Autorités impliquées :	Autorités de district et de comté dans les comtés de Nimba, Maryland, Grand Kru et River Gee au Liberia ; Préfectures et sous-préfectures dans les régions du Moyen Cavally et du Bas-Sassandra en Côte d'Ivoire, et de Guinée Forestière en Guinée ; Ministères de l'Agriculture et des Travaux publics au Liberia ; ANADER et Ministère de l'Education en Côte d'Ivoire ; INADER en Guinée
Partenaire(s) opérationnel(s) :	WARIPNET, SEWODA, AUDER, PRIDE, LIDHO, IFS (ONGs nationales)
Titre du projet:	Décentralisation et Participation Territoriale (DEPART) pour un nouveau développement en Côte d'Ivoire
Domaine d'intervention :	Droit humains, bonne gouvernance, participation civique, développement communautaire
Bailleur de fonds :	Commission Européenne
Objectif :	1 : La capacité institutionnelle d'au moins 30 structures locales communautaires et de représentants des autorités locales est renforcée en vue de mener à bien des actions de développement participatif et décentralisé en faveur des populations défavorisées selon les principes de bonne gouvernance ; 2 : La capacité organisationnelle d'au moins 30 structures communautaires est renforcée en vue de mener des actions de développement participatif en faveur des populations défavorisées ; 3 : La qualité des services municipaux rendus aux populations - au sein de 30 communautés - est améliorée
Bénéficiaires :	600 bénéficiaires directes pour la formation (représentants locaux, autorités) et indirectement la population des 30 communautés cibles dans le Département de Tabou, sud-ouest Côte d'Ivoire (est. 60,000 habitants)
Autorités impliquées :	Préfecture de Tabou, préfets et sous-préfets, chefs des villages
Partenaire(s) opérationnel(s) :	LIDHO
Titre du projet :	Accroissement de la sécurité alimentaire dans les communautés rurales de Guinée Forestière par la Promotion de l'Agriculture et appui aux Groupements d'intérêt Economique (PAGE)
Domaine d'intervention :	Sécurité alimentaire, génération de revenus, réintégration, agriculture pérenne
Bailleur de fonds :	Commission Européenne
Objectif :	Objectif spécifique : L'amélioration des revenus agricoles par la maîtrise de nouveaux intrants, la diversification de la production agricole et le regroupement des professionnels pour la transformation post récolte dans 10 communautés en Guinée Forestière R1: Production rizicole et le traitement post-récolte sont accrus dans la zone d'intervention; R2 : Production maraîchère et d'autres cultures de première nécessité (fonio), est accrue dans la zone d'intervention; R3 : Groupements d'intérêt économique (GIE) sont engagés dans les activités d'échange économique et l'économie d'échelle
Bénéficiaires :	Bénéficiaires directs: 580 producteurs agricoles locaux; bénéficiaires indirects: 3,770 membres des familles et la population des communautés cibles.
Autorités impliquées :	Ministère d'Agriculture de Guinée, autorités préfectorales
Partenaire(s) opérationnel(s) :	PRIDE, AUDER

Titre du projet :	Amélioration des moyens de subsistance pour les femmes rurales en Guinée Forestière
Domaine d'intervention :	Sécurité alimentaire, Eau-Assainissement-Hygiène (WASH)
Baillleur de fonds :	Fondation Alwaleed Bin Talaal
Objectif :	1: Améliorer la sécurité alimentaire dans les zones cibles de Guinée Forestière à travers l'approvisionnement des semences de qualité et la formation sur les techniques agricoles modernes 2: Accroître les revenus des ménages dans les zones cibles par la promotion de la transformation des produits agricoles, la conservation, et les activités annexes de génération de revenu 3: Réduire l'incidence des maladies hydriques dans les zones cibles par l'amélioration de l'accès à l'eau potable de qualité
Bénéficiaires :	Directs: 285 chefs de ménage; indirect: 1,425 individus, membres des familles
Autorités impliquées :	Ministère d'Agriculture de Guinée, autorités préfectorales
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Assistance sur la base communautaire pour les réfugiés ivoiriens dans le Comté de Nimba
Domaine d'intervention :	Moyens de subsistance, sécurité alimentaire, génération des revenus, cohésion sociale
Baillleur de fonds :	BPRM
Objectif :	1: Fournir les opportunités des moyens de subsistance pour les réfugiés dans les communautés d'accueil et assister à la préservation des ressources communautaires 2: Améliorer le savoir faire technique en moyens de subsistance parmi les réfugiés et renforcer leurs capacités d'autosuffisance
Bénéficiaires :	Direct: 1050 chefs de ménages; Indirect: 7,350 (membres des familles), 870 réfugiés et 180 familles hôtes, ainsi que la population locale et réfugiée dans les zone cibles (80% femmes)
Autorités impliquées :	LRRRC, Ministère d'Agriculture, autorités de comté, chefs des villages
Partenaire(s) opérationnel(s) :	None

Titre du projet :	Renforcement des moyens de subsistance et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communautés hôtes abritant les réfugiés dans la comté de Maryland
Domaine d'intervention :	Sécurité alimentaire, moyens de subsistance, WASH, cohésion sociale et protection, petites infrastructures
Baillleur de fonds :	OFDA
Objectif :	1. Améliorer l'accès à et la pérennité des intrants agricoles à travers une approche de la base communautaire 2. Assurer l'accès à l'eau potable et améliorer les conditions d'hygiène et les pratiques d'assainissement parmi la population concernée 3. Améliorer l'accès au marché pour les communautés cibles 4. Soutenir la cohésion sociale, la solidarité et protection pour les populations hôtes et les réfugiées
Bénéficiaires :	Direct: 1,720 réfugié(e)s et hôtes; indirect: env. 18,789 habitants locaux dans les communautés rurales
Autorités impliquées :	LRRRC, Ministère d'Agriculture, Ministère des travaux publics
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Espaces amis des enfants en Ouest Côte d'Ivoire en fonction de renforcer la protection d'enfance dans les communautés fragilisées
Domaine d'intervention :	Protection d'enfance, cohésion sociale
Bailleur de fonds :	UNICEF
Objectif :	Objectif global: Soutenir l'établissement des plates-formes communautaires qui protègent les droits d'enfants et qui aident les enfants à surmonter les traumatismes liés aux conflits, et ceux auxquels ils sont restés vulnérables dans la société fragilisée Objectifs spécifiques: 1: Les activités de protection d'enfance de base communautaire accrues; 2: Environnement de protection amélioré pour les enfants vulnérables et à risque dans leurs communautés; 3: Les connaissances dans les communautés sont améliorées, ainsi que la responsabilité communautaire et le plaidoyer pour la protection d'enfance et VBG
Bénéficiaires :	11,520 enfants et jeunes, 3,840 adultes, déplacés internes, habitants locaux affectés par le conflit
Autorités impliquées :	Ministère de l'Éducation, Ministère de la Famille
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Protection et assistance pour les populations vulnérables affectées par le conflit dans l'ouest et sud-ouest de la Côte d'Ivoire
Domaine d'intervention :	Protection, WASH, distribution des non-vivres, plaidoyer
Bailleur de fonds :	ECHO
Objectif :	Renforcer les systèmes et créer des mécanismes de protection et de l'accès à l'eau à base communautaire pour les PDI, les retournés et les personnes affectées par le conflit afin de réduire les risques (protection et santé). Résultat 1: Les problèmes de protection des personnes déplacées, retournées et affectées par les conflits sont suivis (monitoring) et rapportés. Résultat 2: Les capacités des leaders communautaires sont renforcées dans 9 différents domaines selon les besoins identifiés dans les communautés. Résultat 3: Les personnes vulnérables affectées par les conflits identifiées sont assistées. Résultat 4: Les populations affectées par le conflit reçoivent une assistance pour améliorer la qualité et la disponibilité de l'eau et les conditions d'hygiène
Bénéficiaires :	Monitoring de protection: 24,000 personnes, renforcement des capacités en protection: 800 personnes, réponse protection: 3,000 personnes, WASH: 25,000 individus. De ce nombre 70% femmes
Autorités impliquées :	Autorités préfectorales, institutions de santé
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Gestion du camp de réfugiés à Little Wlebo (protection et assistance pour les réfugiés ivoiriens au Liberia)
Domaine d'intervention :	Gestion de camp, services communautaires, protection ; abri, éducation, moyens de subsistance, distribution des vivres, gestion des conflits
Bailleur de fonds :	UNHCR
Objectif :	1: Abri et infrastructures améliorés; 2: Autogestion communautaire et la représentation égalitaire renforcés et rependus; 3: Sécurité alimentaire améliorée; 4: Population dispose de quantité suffisante des produits domestiques et d'hygiène; 5: Services pour les groupes avec des besoins spécifiques renforcés; 6: Le risque de VBG réduit et la qualité de réponse améliorée; 7: Les systèmes de gestion de la sécurité communautaire renforcés; 8: Protection d'enfance renforcée; 9: Population dispose d'un accès optimal à l'éducation; 10: Le potentiel pour le retour volontaire renforcé
Bénéficiaires :	4,200 réfugiés dans le camp de Little Wlebo, 80% femmes et enfants
Autorités impliquées :	LRRRC, Ministère d'Éducation, Ministère des travaux publics, Ministère de genre et développement
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Assistance d'urgence pour les réfugiés ivoiriens au Libéria et aux populations déplacées internes en Côte d'Ivoire (2010-2011) – <i>projets multiples</i>
Domaine d'intervention :	WASH, protection, infrastructure
Bailleur de fonds :	Danida, SIDA, UNHCR, DRC fonds propres, donations privées des compagnies
Objectif :	Assurer un accès adéquat à l'eau potable, assainissement et hygiène, accès à la protection et assistance de survie pour les réfugiés ivoiriens au dans les comtés de Nimba et Maryland au Libéria et aux personnes déplacées internes en Moyen Cavally / 18 Montagnes en Côte d'Ivoire
Bénéficiaires :	Environ 30,000 réfugiés et personnes déplacées internes dans les zones d'intervention
Autorités impliquées :	LRRRC, Ministère des travaux publics, SAARA, autorité préfectorales et départementales
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Programme de renforcement des capacités et de l'économie agricoles (sigle anglais : PEACE) au sud-est Liberia
Domaine d'intervention :	Sécurité alimentaire, nutrition, eau et assainissement et hygiène
Bailleur de fonds :	Commission Européenne
Objectif :	<i>Objectif global :</i> Contribuer à la protection, à la restauration et au développement des avoirs relatifs aux moyens d'existence et aux capacités dans le sud-est du Liberia. <i>Objectif spécifique :</i> Réduire l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les ménages vulnérables et contribuer à l'établissement (ou au rétablissement) d'une production agricole durable, et au renforcement de la résistance aux chocs dans des communautés ciblées au sud-est du Liberia.
Bénéficiaires :	67 000 personnes estimées dans les communautés vulnérables au sud-est du Liberia
Autorités impliquées :	Autorités locales dans les comtés de Maryland, River Gee et Grand Kru ; Ministère de l'Agriculture ; Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale
Partenaire(s) opérationnel(s) :	South Eastern Women Development Association (SEWODA)

Titre du projet :	Femmes unies pour la réhabilitation et le relèvement économiques par l'agriculture (sigle anglais : TERRA)
Domaine d'intervention :	Agriculture, autonomisation et protection des femmes, génération de revenus/accès au marché, renforcement des capacités
Bailleur de fonds :	Danida
Objectif :	<i>Objectif de développement :</i> Les avoirs relatifs aux moyens d'existence, les capacités, les possibilités et la résilience parmi les femmes affectées par les conflits dans les zones frontalières du Liberia, de Guinée et de Côte d'Ivoire sont protégés et renforcés sur la base de leurs propres ressources et potentiels. <i>Objectifs immédiats :</i> 1. Renforcer les capacités et les possibilités des femmes affectées par les conflits et des femmes vulnérables du Nord Liberia de s'engager dans des activités rentables de production, conservation, transformation et commercialisation de produits agricoles écologiquement viables ; 2. Améliorer la protection des droits des femmes affectées par les conflits et des femmes vulnérables, ainsi que les réseaux entre elles, dans les zones frontalières entre le Liberia, la Guinée et la Côte d'Ivoire ; 3. Partager et promouvoir dans la région les meilleures pratiques relatives à l'amélioration de la situation des femmes affectées par les conflits, au travers d'une approche de la production, de la transformation et de la commercialisation durables des produits agricoles fondée sur les droits, visant à influencer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.
Bénéficiaires :	Groupes de cultivatrices – groupes existants ou groupes qui seront formés au cours du projet – dans 12 communautés ; vendeuses de marché ; membres de coopératives existantes ; rapatriés, réfugiés et autres personnes, principalement des femmes, affectées par le déplacement ; personnel des frontières ; ONG locales ; personnel du DRC. Bénéficiaires directs : environ 2 236 personnes
Autorités impliquées :	Autorités locales du Comté de Nimba au Liberia
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Aucun

Titre du projet :	Appropriation civique pour l'application des droits de l'homme, l'amélioration de la stabilité, l'organisation et le travail en réseau (sigle anglais : COHESION) en Union de la Mano River
Domaine d'intervention :	Prévention des conflits, résolution des conflits et cohésion sociale ; renforcement des capacités ; mise en réseau de la société civile ; protection et bonne gouvernance
Bailleur de fonds :	Commission Européenne
Objectif :	<p><i>Objectif global de l'action :</i> Renforcer la capacité de la société civile et des structures de gouvernance traditionnelles à répondre aux polémiques, à promouvoir une plus grande cohésion entre les intérêts des groupes et à régler les conflits dans les zones frontalières du Liberia, de Guinée et de Côte d'Ivoire, et renforcer la participation égale des hommes et des femmes</p> <p><i>Objectifs spécifiques :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Promouvoir les connaissances et la conciliation pacifique autour des polémiques relatives à l'état de droit dans la sous-région ; 2. Promouvoir et renforcer les liens culturels et commerciaux transfrontaliers dans la sous-région ; 3. Habilitier les structures de la société civile à améliorer la représentation et la participation des communautés frontalières du Liberia, de Guinée et de Côte d'Ivoire dans la prise de décision, les processus de paix et les mécanismes d'alerte précoce.
Bénéficiaires :	Population des communautés de la zone frontalière ciblées par l'action, principalement les femmes affectées par les conflits, la discrimination et les obstacles à la participation économique. Population des zones frontalières du Liberia, de Côte d'Ivoire et de Guinée
Autorités impliquées :	
Partenaire(s) opérationnel(s) :	Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP) – Chapitre du Liberia ; Fondation Africaine pour le Renforcement de la Dignité Humaine (FARDH) – Guinée ; International Friendship Service (IFS) - Côte d'Ivoire ; La Ligue Ivoirienne pour les Droits de l'Homme (LIDHO) – Côte d'Ivoire ; Action to Restore Communities' Hope (ARCH) - Liberia

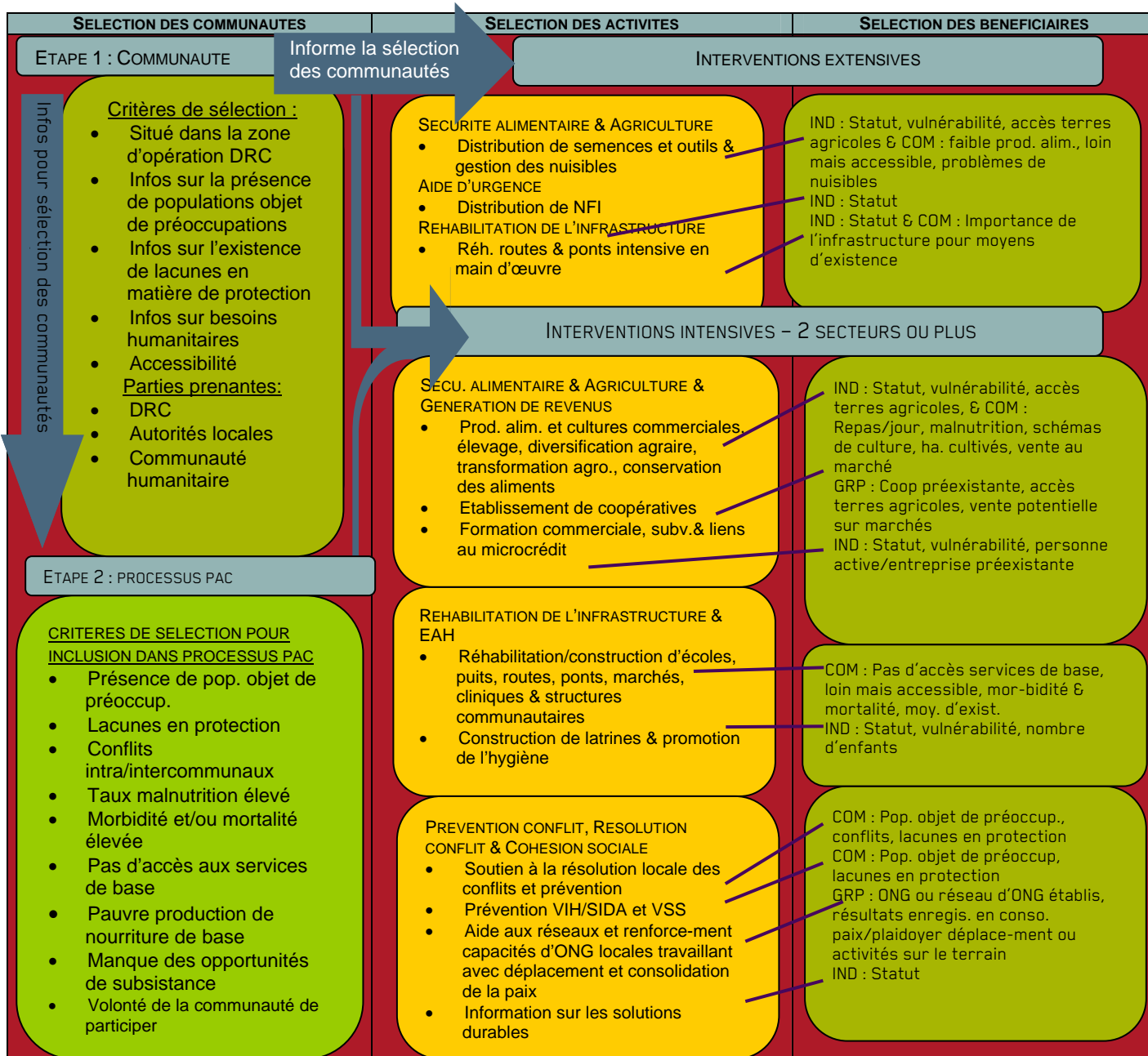
Le plan d'amélioration de la redevabilité de DRC-AO en 2012

Suite à l'évaluation interne de la conformité aux procédures en 2011, qui a démontré quelques insuffisances dans la mise en place des politiques et des instruments de redevabilité, le DRC AO a préparé un plan d'amélioration pour 2012. Les versions anglaise et française du Guide Opérationnel de DRC AO ont été mis à jour et distribués aux bureaux de terrain en 2011, le mécanisme des plaintes pour le personnel a été introduit dans toutes les localités et le mécanisme des plaintes pour les bénéficiaires est disponible dans le plupart des zones d'opération. Le DRC AO vise à renforcer d'avantage les capacités de personnel de terrain par le biais de formation et instruction individuelle, à revoir et améliorer le mécanisme des plaintes pour les bénéficiaires et d'assurer la documentation des plaintes en utilisant la nouvelle matrice de la Fiche d'enregistrement et de suivi des plaintes, ainsi que d'intégrer spécifiquement les obligations de redevabilité dans les termes de références pour le personnel et dans les contrats de partenariat.

Critères de référence et nouveaux objectifs de qualité	Résultats et conséquences prévus	Moyens de vérification
<p>1 = Etablir et mettre en œuvre les obligations Le cadre de redevabilité du DRC AO est mis à jour chaque 6 mois et partagé avec le personnel, les bénéficiaires et parties prenantes dans une manière adéquate</p>	<p>DRC AO CRH est visé par le siège Documents sont produits en anglais et français, les sessions sont menées avec le personnel, les bénéficiaires et les parties prenantes</p> <p>Les bénéficiaires, parties prenantes et le personnel sont informé sur le CRH et comprennent les obligations de la redevabilité humanitaire</p>	<p>Copies des documents, comptes rendus des sessions, rapports de terrain</p>
<p>2 = Compétences du personnel Les capacités de personnel sont renforcées pour la mise en œuvre des obligations de redevabilité et amélioration de qualité d'assistance fournie</p>	<p>Les membres du personnel sont formés en thèmes pertinents Un plan de formation est préparé et exécuté Les obligations de redevabilité sont incluses dans toutes les termes de référence du personnel Chaque bureau de terrain dispose d'un point focal HAP</p> <p>Le personnel se sent confiant et compétent de</p>	<p>Copies de matériel et support de formation, copies des agendas, termes de référence du personnel, pré et post tests, témoignages, évaluation de performance du</p>

	mettre en place et faire le suivi des obligations de redevabilité sur le terrain Le personnel commence à prendre davantage de responsabilités	personnel
3 = Partage d'information Le personnel DRC staff, parties prenantes et les bénéficiaires disposent des informations régulières et mises à jour sur les projets, les critères de ciblage, obligations, mécanisme des plaintes et autres documents pertinentes	Feuilles d'information sont placées dans les communautés et dans les bureaux DRC Les rapports annuels sont partagés avec les parties prenantes Les équipes de DRC dans les pays d'intervention partagent leurs rapports de progrès Personnel ; bénéficiaires et les parties prenantes sont de mieux en mieux informés sur DRC et ses programmes	Rapports, comptes rendus des réunions de coordination, retour de personnel et des bénéficiaires (recherche sur la satisfaction), rapport annuels et autres
4 = Participation La participation des bénéficiaires dans la préparation, exécution, suivi et évaluation des projets est améliorée et documentée	Discussions régulières / ateliers CAP sont menés avec les communautés pendant la préparation des projets Les représentants des communautés sont impliqués dans le suivi d'exécution Bénéficiaires sont régulièrement consultés sur la pertinence de l'assistance reçue Les programmes sont conceptualisés et exécuté avec une pleine participation de la communauté et leur pérennité est accrue à travers ce processus	Rapport des sessions de terrain, rapports périodiques, documents des projets, analyses de satisfaction, MoUs, les outils de suivi et évaluation et rapportage, rapports d'évaluations
5 = Gestion des plaintes Le personnel, les bénéficiaires et les parties prenantes ont un accès facile et confidentiel pour soumettre leurs préoccupations et plaintes et de fournir les commentaires sur les activités et opérations de DRC	Le mécanisme des plaintes pour les bénéficiaires est amélioré et mis à la disposition aux toutes les bénéficiaires Le mécanisme de plaintes pour le personnel est mis en place et utilisé par le personnel DRC Les partenaires et les parties prenantes de DRC sont consultés régulièrement sur la préparation, exécution, suivi et évaluation des projets	Fiche d'enregistrement et de suivi des plaintes; copies des feuilles d'information sur les mécanismes des plaintes; retour et analyse de satisfaction ; rapports des bureaux de terrain et de bureau régional

Critères de ciblage du DRC en Afrique de l'Ouest



Explications : IND : critères individuels ou des ménages. GRP : critère de groupe. COM : critère de communauté. Statut: rapatrié, réfugié, PDI, ex-combattant, enfants associés aux forces armées. Vulnérabilité : Veuf, handicapé, chef de famille célibataire, personne âgée. PAC : plan d'action communautaire